



HAL
open science

**Jean-Noël Jouzel, Des toxiques invisibles. Sociologie
d'une affaire sanitaire oubliée, Paris, Éditions de
l'EHESS, 2013**

Coline Salaris

► **To cite this version:**

Coline Salaris. Jean-Noël Jouzel, Des toxiques invisibles. Sociologie d'une affaire sanitaire oubliée, Paris, Éditions de l'EHESS, 2013. Le Mouvement social, 2014, 249, pp.219-221. halshs-01118932

HAL Id: halshs-01118932

<https://shs.hal.science/halshs-01118932>

Submitted on 11 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Note de lecture : Jean Noël JOUZEL. - *Des toxiques invisibles. Sociologie d'une affaire sanitaire oubliée*. Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2012, 240 pages. « Cas de figure », dans *Le Mouvement Social*, no. 249, 2014, p. 219-221.

Coline SALARIS

Si l'on cherche à saisir les multiples enjeux des affaires sanitaires liées à des expositions à des substances toxiques, l'ouvrage de Jean Noël Jouzel propose sans nul doute une approche éclairante. C'est à un groupe de produits peu connu et à une affaire « à bas bruit » – les éthers de glycol¹ – que le sociologue a consacré cet ouvrage issu de sa thèse de doctorat, soutenue en 2006. Cette recherche ne constitue d'ailleurs qu'un des éléments du riche travail que Jean Noël Jouzel a entamé sur les questions de santé environnementale et de santé au travail. Le sociologue en apparaît justement aujourd'hui comme l'un des principaux contributeurs.

Comme l'indique son titre, l'ouvrage cherche à appréhender l'ignorance récurrente sur les questions mêlant santé, environnement et travail, dont les éthers de glycol ont constitué un exemple éloquent. S'il s'inscrit dans la lignée des nombreux travaux consacrés à ce champ d'étude, en abordant le phénomène d'incertitude comme un fait social, Jean-Noël Jouzel tente néanmoins de se démarquer. Plutôt que d'interroger la manière dont les individus mettent en place et mobilisent des savoirs pour reconstituer l'étiologie d'une pathologie, il s'attache à comprendre « les mécanismes qui mettent ces personnes en “mouvement” » (p. 14). Il propose d'inscrire les mobilisations dans « l'ordinaire de la vie politique », c'est-à-dire en montrant comment elles sont construites et contraintes par le recours au droit, les alliances politiques et locales, nationales ou globales, ou encore les modalités de l'action publique en matière de prévention des risques de santé environnementale (p. 15).

C'est donc autour d'une comparaison de deux espaces distincts, aux temporalités divergentes – les États-Unis et la France – que l'auteur construit cette *sociologie d'une affaire sanitaire oubliée*. L'intérêt revendiqué de cette comparaison est justement de confronter deux contextes politiques, juridiques et sociaux différents. Le travail étiologique opéré autour de ce même enjeu des risques sanitaires attachés aux éthers de glycol ne s'y est donc pas réalisé de la même manière, influant de fait sur les perspectives de *carrière politique* du problème. Aux États-Unis, la question des éthers de glycol soulève une première mobilisation collective au début des années 1990, à l'initiative des travailleuses des salles blanches² de la Silicon Valley subissant un taux de fausses couches anormalement élevé. Cette première mobilisation conduit à la reconnaissance des éthers de glycol comme reprotoxiques, quelques

¹ Ces produits aux nombreuses vertus chimiques, synthétisés dans les années 1930, connurent un franc succès dans l'industrie chimique après la Seconde Guerre mondiale. Ils furent notamment utilisés dans les usines de fabrication des puces électroniques, mais également dans des produits de consommation courante comme les peintures, les encres et certains produits ménagers.

² Dans l'industrie des semi-conducteurs, l'expression « salles blanches » désigne les pièces des usines où étaient spécifiquement fabriquées les puces électroniques.

années plus tard, accréditant l'existence d'un « effet salle blanche ». Ce débouché rapide est rendu possible par la réaction immédiate des industriels concernés qui investissent massivement dans la recherche toxicologique. Ainsi, les études scientifiques produites contribuent à réguler la controverse et à pacifier les rapports entre les firmes et leurs adversaires. Le milieu des années 1990 est cependant marqué par un retour de la controverse sur les éthers de glycol, grâce à une reformulation du problème par un groupe très engagé d'avocats californiens en charge de l'affaire. Au-delà des seuls éthers de glycol et de leur effet reprotoxique, l'effet cocktail des expositions à de multiples substances chimiques dans les salles blanches serait responsable de nombreuses pathologies. Dans une démarche de judiciarisation du problème, cette formulation d'un deuxième « effet salle blanche » aurait ainsi permis de construire les responsabilités. Mais selon l'auteur, cette nouvelle stratégie contribue finalement à reléguer les éthers de glycol au rang de problème annexe. Parce qu'ils ont été pris en compte par les industriels, les risques sanitaires entourant les éthers de glycol sont en définitive assimilés à un alibi permettant de camoufler le véritable enjeu des effets cocktail. Cette nouvelle orientation stratégique marque donc la fin de la controverse des éthers de glycol aux États-Unis.

En France, c'est dans le prolongement du scandale de l'amiante que les mobilisations liées aux éthers de glycol émergent au milieu des années 1990, alors même que celles-ci s'éteignent outre Atlantique. Selon Jean-Noël Jouzel, la prégnance d'un système de gestion négociée des politiques de prévention des maladies professionnelles serait à l'origine d'un phénomène d'invisibilité récurrent en France autour des maladies professionnelles causées par des substances chimiques. À l'origine lancée par le scientifique André Cicollela, c'est une formulation de l'alerte en termes de risques pour le consommateur qui conduit finalement les organisations syndicales de l'usine IBM de Corbeil-Essonnes à se saisir de la controverse, qu'ils avaient jusque-là évitée. Encouragé par une prise de position de l'*UFC Que choisir* et des organisations préalablement engagées dans l'affaire de l'amiante, le travail d'André Cicollela permet de dégager un consensus autour d'une représentation des éthers de glycol comme « poison et contrepoison » : seuls certains éthers de glycol seraient toxiques, et pourraient alors être remplacés par d'autres, non toxiques. L'avantage de cette formulation est de circonscrire le problème mais aussi de lui offrir une solution claire et réalisable rapidement. Mais, à l'inverse de ce qui a été observé aux États-Unis, la relance de la controverse, intervenue en France à l'été 2000, débouche sur une reformulation du problème autour de la seule mise en cause des éthers de glycol. Ainsi, la transformation du problème en cause politique passe par la mise au jour d'une relation causale directe entre une exposition aux substances incriminées dans les salles blanches et la survenue d'effets pathogènes. La qualité reprotoxique reconnue de ces produits permettait d'attirer l'attention sur les questions de santé au travail en général. Mais la solution offerte par l'existence de contrepoisons conforte également les organisations syndicales dans la pérennisation du système de négociation paritaire. Tandis que sur la question de l'amiante, l'élargissement de la définition du problème à d'autres

catégories d'individus que les ouvriers avait permis une prise de conscience générale du problème³, le collectif organisé sur la question des éthers de glycol fait le choix de circonscrire le problème dans la seule sphère professionnelle des salles blanches. La limitation des effets pathogènes possibles constitue par ailleurs un moyen de garder la main sur la mobilisation et de ne pas se couper d'éventuels appuis politico-administratifs. Enfin, outre une mobilisation avortée de victimes, les craintes des syndicats liés aux enjeux économiques des éthers de glycol en termes d'emploi alimentèrent sans nul doute cet important repli stratégique, limitant définitivement les perspectives de carrière politique de la cause des victimes des éthers de glycol.

Parce qu'il cherche à se démarquer de la littérature sur les mobilisations qui, en se concentrant sur les pratiques d'épidémiologie populaire, tend à isoler les victimes et les multiples acteurs en jeu du contexte dans lequel ils s'inscrivent, Jean-Noël Jouzel a donc privilégié une approche des mobilisations autour des éthers de glycol effectivement mises en mouvement par des intérêts bien plus complexes. Plus encore, cet ouvrage permet de se dégager habilement de postures où le travail de mise en invisibilité semble ne procéder que de l'action des industriels ou des pouvoirs publics, systématiquement opposée à celle des victimes ou des acteurs syndicaux. Bien au contraire, dans le cadre des éthers de glycol, ces acteurs ont justement pu avoir un intérêt à réaliser eux-mêmes ou à encourager une partie du travail étiologique nécessaire. Et c'est là la qualité incontestable de ce travail, qui s'attache – et réussit – à considérer toute l'ambiguïté des multiples interactions et enjeux de ces affaires, à les cerner et à les déconstruire, pour saisir enfin comment certains acteurs contribuent à mettre en lumière un problème tout en maintenant par ailleurs son invisibilité. On comprend alors qu'en France comme aux États-Unis, c'est le travail étiologique déployé, c'est-à-dire la manière dont les différents acteurs en jeu ont formulé, reformulé, retravaillé le problème posé qui a finalement été fatal à la carrière politique de la cause.

Plusieurs remarques et interrogations peuvent néanmoins être formulées. Tout d'abord, si le principe de la comparaison entre la France et les États-Unis est très clairement justifié et s'avère, il est vrai, très fertile, on peut cependant regretter la formulation effective de cette comparaison, explicable peut-être par des contraintes éditoriales. En effet, plus qu'à une véritable mise en perspective permettant une confrontation directe de l'objet de recherche sur les deux terrains d'étude, la comparaison s'apparente à un enchaînement de deux monographies, l'une sur les États-Unis, l'autre sur la France. Ainsi, le travail de comparaison se retrouve quelque peu limité, dans la seconde partie, à de brefs retours sur la première partie américaine. Il ne trouve véritablement son sens et sa mise en valeur que dans la conclusion. De fait, l'analyse comparative est quelque peu reléguée au second plan, au profit d'une approche analytique qui apparaît très historique et peut-être trop fragmentée. Un travail de comparaison plus transversal, structurant la totalité de cette recherche, aurait davantage permis de valoriser le principe de la démarche comparative et de répondre à la problématique grâce à la comparaison et par elle.

L'autre remarque que l'on peut formuler – bien qu'elle soit discutable et tienne en premier lieu

³ E. Henry, *L'amiante, un scandale improbable*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

à un positionnement en partie assumé par l'auteur – porte sur la relative distance, voire l'absence des acteurs impliqués. S'il est entendu que l'objet premier du sociologue est de comprendre le phénomène de mise en invisibilité et toute la complexité des rapports en jeu dans ces affaires, le lecteur peut néanmoins rester sur sa faim quant à la restitution empirique du discours des acteurs mobilisés, et plus précisément quant à la compréhension de leurs motifs, de leur perception du problème qui les touche et de l'affaire en général. Ces éléments peuvent pourtant constituer un matériau éloquent pour l'étude des mécanismes de *mise en mouvement* de ces acteurs. Ainsi, en voulant se démarquer de travaux existant qui tendraient à « héroïser » les victimes, l'auteur en arrive à ne plus guère parler d'elles, pourtant premières concernées et premières à attester l'existence du problème. Elles apparaissent de ce fait davantage dans leur dimension d'instrumentalisation par d'autres acteurs mobilisés (avocats, syndicats, scientifiques...).

Malgré ces remarques, l'ouvrage de Jean-Noël Jouzel demeure particulièrement riche, éclairant et rigoureux. Sa lecture permet de comprendre comment la mise au jour d'une question de santé ne dépend finalement pas de ses caractéristiques intrinsèques, de sa gravité, du nombre de personnes touchées, mais du travail politique permettant de révéler et de prouver les effets des produits incriminés, dans une véritable démarche de *mise en cause*⁴.

⁴ Y. Barthe, « “Cause politique et politique des causes” : la mobilisation des vétérans des essais nucléaires français », *Politix*, vol. 23, n°91, 2010, p. 71-102.